

## Des universitaires dénoncent "une pensée unique qui s'installe" au Burundi

@rib News, 14/04/2016 Pour la liberté de pensée au Burundi Un pays où les radios indépendantes ont été détruites, où des dizaines de journalistes ont été contraints à l'exil, où des centaines de citoyens de tous les horizons ont été arrêtés, ont tués ou se cachent. Un pays où les gens se taisent de peur de devenir la cible de violences à cause de ce qu'ils sont ou de ce qu'ils pensent. Voilà ce qu'est devenu, en l'espace de quelques mois, le Burundi, ce pays d'Afrique centrale pourtant présent depuis plus de dix ans comme un modèle de consolidation de la paix et de la liberté d'opinion et d'expression.

Nous, chercheurs et enseignants engagés au Burundi depuis plusieurs années, voulons marquer notre solidarité avec nos collègues burundais. Depuis le début de la crise, l'université burundaise, qui pourrait être un rempart face à la résurgence de la violence et des manipulations idéologiques, se tait. Les enseignements se tiennent toujours, mais la peur a réduit à néant l'espace de débat et d'analyse. Ceux qui marquent ouvertement leur désaccord, tant avec le système qu'avec l'opposition, et leurs méthodes, sont intimidés et parfois disparaissent. Certains collègues qui ont peur craignent que la moindre déclaration critique ne mette en danger leurs proches restés au Burundi. Une chape de plomb s'est abattue sur le pays. Nous condamnons une pensée unique qui s'installe, refusant le débat et la contradiction et qui manifeste ce refus avec la plus grande violence. Le Burundi a plus que jamais besoin de citoyens critiques et de décideurs capables de s'appuyer sur une analyse nuancée de la situation. Depuis avril 2015, le Burundi est secoué par une crise politique qui a débuté lorsque le président Pierre Nkurunziza, élu en 2005 et 2010, a décidé de se présenter pour un troisième mandat dont la légalité est contestée par l'opposition politique et la société civile. Le mouvement de contestation, pacifique d'abord, a été violemment réprimé et une opposition armée s'est constituée, perpétrant des agressions envers les forces de l'ordre. Un coup d'Etat manqué a permis au pouvoir en place de justifier la destruction du premier vecteur d'information, les radios indépendantes, de bloquer le fonctionnement des principales organisations de la société civile, de traquer les opposants politiques, et d'annuler des mandats d'arrêt contre les personnalités politiques, journalistes, et militants des droits de l'homme critiquant le pouvoir en place et qui ont trouvé refuge à l'étranger du pays. C'est dans ce contexte que le pouvoir en place a organisé des élections qui ont couronné en juillet 2015, le troisième mandat du président Nkurunziza. Les élections n'ont pas calmé le jeu. Loin de là. Plus de 4000 personnes ont tuées depuis un an, des milliers sont emprisonnées dans des conditions dramatiques, et près de 250 000 ont trouvé refuge dans les pays voisins. Le 11 décembre 2015, suite à l'attaque par des groupes armés de trois camps militaires, une répression féroce s'est abattue sur les quartiers de Bujumbura considérés comme les foyers de contestation. Au moins 87 personnes y ont laissé la vie, selon le bilan officiel. En janvier, Amnesty International attestait de l'existence de fosses communes dans le pays. Dans ce contexte, comment l'université pourrait-elle encore assurer sa triple mission d'enseignement, de recherche et de service à la communauté ? Cette jeunesse que l'on abat, nous l'avons connue dans les divers projets dans lesquels nous sommes impliqués, sur les bancs des universités ou en dehors ; des projets aujourd'hui suspendus, entravés ou menacés. C'est elle qui portait l'espoir de l'avenir du Burundi pacifique et démocratique, ayant apaisé les vieux démons de l'ethnicité et des divisions du passé. En dépit des prises de position explicites des partenaires internationaux, de l'Union africaine et des Nations unies, et malgré de multiples tentatives de médiation, la situation s'est enlisée. Personne n'en bénéficie. De nombreuses recherches ont pourtant souligné les conséquences dramatiques, à court, moyen, et long termes d'une résurgence de la violence au Burundi. Elles ont souligné que l'impact d'une crise continue à affecter le développement et le bien-être de générations entières, bien après un hypothétique silence des armes. Nous dénonçons l'usage de la violence. Nous sommes choqués par l'impunité dans laquelle se déroulent des violations flagrantes des droits de l'homme, incluant des exécutions sommaires, arrestations arbitraires, enlèvements forcés, incarcérations et tortures, visant parfois nos étudiants. Nous sommes particulièrement sensibles aux manipulations qui entravent la liberté d'expression, paralysent la liberté de pensée et réduisent nos collègues burundais à l'autocensure. La propagande et la rhétorique belliqueuse entretenues par certaines des parties ne peuvent occuper tout l'espace discursif. Les mots sont nos principaux outils de travail, ils peuvent sembler désuets dans un contexte où les armes dominent, mais ce sont des mots et non des armes que viendront des solutions. Nous souhaitons manifester à nos collègues burundais notre soutien et leur faire part de nos interrogations profondes : nos partenariats peuvent-ils (doivent-ils) reprendre dans un tel contexte ? Quelle forme leur donner ? Comment pouvons-nous relayer une parole à la fois libre et nuancée qui est plus que jamais nécessaire au retour de la paix, de la sécurité et de la confiance ? Nous savons combien la voix des universitaires burundais est précieuse pour éclairer le contexte actuel et faire entendre une pensée critique et constructive, qui puisse non pas détruire, mais éclairer au bénéfice de tous et identifier des pistes de solution. Nous exhortons le gouvernement burundais à garantir, sur le territoire national, un espace de débat et de réflexion. Nous rappelons à la communauté est-africaine, à l'Union africaine et aux Nations unies que la liberté de pensée et d'expression constitue une valeur fondamentale inscrite dans leurs documents constitutifs. Il est temps de se mobiliser pour la défendre. Signataires : Daniel de Beer, université Saint-Louis-Bruxelles ; Marie-Soleil Frère, FNRS / ULB ; Tomas Van Acker, CRG, université de Gand ; Philip Verwimp, ULB ; Jean-Benoît Falisse, université d'Oxford / université d'Edinburgh ; Jamar, université d'Edinburgh ; Gérard Birantamije, université du Lac Tanganyika ; Justine Hirschy, université de Lausanne ; Marta Mosca, université de Turin ; Nina Wiliamson, FNRS/ULB ; Filip Reyntjens, université d'Anvers ; René Lemarchand, université de Floride ; Aloys Batungwanayo, Hope Africa University ; Sidney Leclercq, ULB / UCL ; Emmanuel Klimis, université Saint-Louis-Bruxelles ; Devon Curtis, université de Cambridge ; Marie-Eve Desrosiers, université d'Ottawa ; Katrin Wittig, université de Montréal ; Stephanie Wolters, Institute for Security Studies ; Thomas Laely, université de Zurich, Ethnographic Museum ; Flavien Renaud, IHEID Genève ; Maria Martin de Almagro, ULB ; Valerie Rosoux, UCL/ FNRS ; Barbara Delcourt, ULB ; Christophe Wasinski, ULB ; Patricia Daley, université d'Oxford ; Prithvi Behuria, London School of Economics and Political Science ; Will Jones, university

dâ€™Oxford ; Giacomo Corticelli, université de Namur ; Imane Chaara, université dâ€™Oxford ; Sophie Tâ€™Kint, université dâ€™Oxford ; Rowan Popplewell, université dâ€™Oxford ; Kirsten Pontalti, université dâ€™Oxford ; Aidan Russell, université Cambridge/IHEID Genève ; Sa d Abass Ahamed, Thinking Africa ; Mamoudou Barry, Thinking Africa ; Yolande Bouka, Institute for Security Studies, Bernard Lututala Mumpasi, université de Kinshasa et Cered ; Christine Schaut, université Saint-Louis Bruxelles ; Aurore Vermylen, UCL/Fresh ; Dominik Kohlhagen, Max Planck Institute for Social Anthropology ; Rosine Tchatchoua, African Studies Centre/Wageningen University (The Netherlands) ; Dorothy Finnegan, The College of William & Mary, Virginia, USA ; Emilie Matignon, chercheure associée LAM & Cirap ; Ma t le Polain, université catholique de Louvain (UCL)/ Cirtes ; Olivier Sterck, université dâ€™Oxford ; Pascale Vielle, université de Louvain, Pierre de Saint-Georges, université de Louvain ; Thomas Vervisch, CRG, Université de Gand ; Julia Grauvogel, GIGA German Institute of Global and Area Studies ; Ludivine Damay, université Saint-Louis, Bruxelles ; Andrea Purdekova, université dâ€™Oxford ; Bert Ingelaere, université dâ€™Antwerp ; Nastassia Leszczynska, FNRS/université libre de Bruxelles ; Joëlle Schwarz, université de Bâle, Suisse ; Yolanda Weima, York University, Canada ; Lidewy de Berckmoes, université dâ€™Amsterdam ; Marcel Crochet, UCL (recteur honoraire) ; Jacques Fierens, université de Namur ; René-Claude Niyonkuru, chercheur indépendant ; Filip De Maesschalck, université dâ€™Antwerp ; Alexandra Rijper, Durham University.